



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 boulevard de la Dollée
CS 70271
50009 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS

1 AV D OCHSENFURT
50200 Coutances

Références : 2025 - 642
Code AIOT : 0005301810

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS implanté 1 AV D OCHSENFURT 50200 COUTANCES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite portait sur l'amélioration de la gestion de l'eau dans l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS
- 1 AV D OCHSENFURT 50200 COUTANCES
- Code AIOT : 0005301810
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ELVIA Printed Circuits Boards (ELVIA PCB) exploite l'établissement de COUTANCES depuis 1977 qui est autorisé à exercer des activités de traitement de surface pour la fabrication de circuits imprimés principalement destinés à l'aéronautique, et en particulier à la Direction Générale des Armées (DGA).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Protection AEP	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 16.8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 4	Sans objet
2	Accidents	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 5.3	Sans objet
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 13	Sans objet
6	Manuel de conduite station traitement	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.6	Sans objet
7	Alarme station	Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de constater des améliorations significatives apportées à l'établissement, portant sur la connaissance des consommations d'eau, la gestion des stockages de produits chimiques et la sécurisation de l'outil épuratoire. Plusieurs actions restent néanmoins en cours du fait de retards significatifs imputés à divers prestataires. Un accompagnement important de l'exploitant reste nécessaire pour le moment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Prescription contrôlée : Tout projet de modification envisagé par l'exploitant, aux installations à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable, devra, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : Un point a été fait sur les modifications réalisées ou envisagées depuis la précédente inspection. Le niveau d'activité de l'établissement est stable. La mise en place de nouveaux procédés industriels à moyenne ou longue échéance devrait permettre de réduire les consommations en eau et limiter d'autant la charge de pollution à traiter. Les principales modifications portent sur l'optimisation et la sécurisation de l'outil épuratoire de l'établissement qui a présenté des difficultés pour atteindre les objectifs de qualité d'effluent (principalement sur la DCO) en sortie de traitement jusqu'à la fin de l'été 2025. L'origine de ces problèmes, connus surtout en début de semaine, était due à une dégradation des membranes d'ultrafiltration du fait du pH des effluents à traiter. La mise en place en place d'une cuve de 10 m ³ en tête de station permet d'homogénéiser les effluents, l'ultrafiltration fonctionne correctement et la DCO est améliorée. Une seconde cuve aérienne de 70 m ³ déjà installée va être prochainement raccordée au réseau des eaux industrielles, elle va assurer une souplesse supplémentaire pour la station de traitement. L'objectif suivant de l'exploitant est l'optimisation de l'aéroflottation, un nouveau coagulant est toujours recherché. La connaissance des consommations d'eau à l'échelle de l'établissement a été notablement améliorée grâce à l'ajout de compteurs sur l'ensemble des lignes de traitement. Une optimisation de la zone extérieure de stockage des produits chimiques a été réalisée, des armoires de stockage équipées de rétentions ont été mises en place et la récupération des égouttures n'est plus envoyée vers le bassin de confinement mais vers la nouvelle cuve de 10 m ³ .

<p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé que la rédaction d'un dossier de modifications était en cours de finalisation. Ce document a été déposé le 28 novembre 2025, son instruction permettra de déterminer le besoin d'une mise à jour de la situation administrative de l'établissement suite aux travaux de sécurisation réalisés.</p> <p>Un point a été fait sur le projet GREENYELLOW de mise en place de panneaux photovoltaïques (au sol) dans l'établissement. Celui-ci est fortement retardé du fait de la nécessité d'intégrer les dispositions réglementaires qui s'y appliquent, à savoir celles prévues à la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Le projet initial ne présentait aucune justification de cette prise en compte.</p> <p>Photographies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cuve verticale de 10 m³ - cuve horizontale de 70 m³ <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 2 : Accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, télédéclarations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.</p> <p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n° 1, l'exploitant a présenté les actions réalisées suite aux dysfonctionnements constatés sur la station d'épuration. Il apparaît que les dérives du paramètre DCO en sortie de traitement sont mieux maîtrisées grâce à la mise de cuves tampon en entrée d'ouvrage épuratoire.</p> <p>L'exploitant a été informé à l'occasion de la présente inspection des nouvelles modalités de déclaration des incidents via le lien suivant : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 13
Thème(s) : Actions nationales 2025, limitation de la consommation
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateur des consommations. Ces dispositifs feront l'objet de relevés au moins hebdomadaires dont les résultats seront consignés sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les améliorations que l'exploitant devait apporter à la gestion des eaux de son établissement commençaient par une optimisation de la connaissance des consommations. La mise en place de compteurs sur l'ensemble des lignes de traitement répond à cette attente, le pilotage des installations est nettement facilité.</p> <p>Des optimisations du suivi des consommations (sur le modèle du suivi des consommations d'énergie) sont toujours en cours de réalisation, elles devraient être opérationnelles début 2026.</p> <p>L'exploitant a précisé que des communications ponctuelles sont réalisées par affichage à destination du personnel, elles portent notamment sur le risque de sécheresse.</p> <p>Une communication spécifique sur la consommation d'eau est prévue en 2026 à destination du personnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets sera régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le précédent prestataire n'ayant pas donné satisfaction, l'exploitant a sollicité un prestataire spécialisé afin de réaliser les plans des réseaux d'eau (intérieur et extérieur de l'établissement). Celui-ci doit venir sur site en semaine 48 et remettre le livrable avant la fin de la semaine 49.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sans délai le plan des réseaux mis à jour, faute de quoi une proposition de mise en demeure sera envoyée en préfecture.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Protection AEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.2
Thème(s) : Risques accidentels, protection de l'AEP
Prescription contrôlée : Les installations ne devront pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau d'eau potable intérieur par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable.
Constats : L'exploitant a présenté les modalités de raccordement au réseau public d'adduction d'eau : - l'alimentation principale est équipée d'un disconnecteur vérifié annuellement par un organisme compétent. L'examen du dernier rapport de contrôle du 8 novembre 2024 a montré une non-conformité (plaque d'identification ou hauteur de pose, sans davantage de précision). L'alimentation principale approvisionne les sanitaires ainsi que le process industriel. - une alimentation secondaire pour les bornes incendie de l'établissement. - une alimentation tertiaire pour les robinets incendie armés de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de préciser : - la nature de la non-conformité constatée au niveau du disconnecteur et la possibilité de réaliser une action corrective. - les moyens de protection des alimentations secondaire et tertiaire mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Manuel de conduite station traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.6
Thème(s) : Risques chroniques, Station de traitement des eaux
Prescription contrôlée : Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées sur sa simple demande. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement des systèmes de régulation, de contrôle et d'alarme.
Constats :

<p>L'exploitant a indiqué qu'un document papier est disponible pour le préposé au niveau de la station de traitement des eaux. Le document a pu être présenté, il date du 24 août 2020, il est complété de 16 fiches réflexes dédiées à la station.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté son outil numérique de suivi de la station d'épuration (nettoyage sondes, contrôle des paramétrages, courbes pH, trémies,...), son examen montre que le contrôle sur la fonction de rinçage prévu le 25 septembre 2025 n'aurait pas été fait.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le manuel de conduite de la station de traitement des effluents aqueux afin d'intégrer les récentes améliorations apportées à l'outil épuratoire et de préciser pourquoi le contrôle sur la fonction de rinçage prévu le 25 septembre 2025 n'aurait pas été fait.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Alarme station

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, alarme station</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de contrôle en continu doivent déclencher, sans délai, une alarme efficace signalant le rejet d'effluents non conforme aux limites du pH et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un test de l'alarme de la station interne de traitement des eaux a été réalisé lors de l'inspection (défaut « pH R22 »), il est apparu satisfaisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contact téléphonique → ok - journal des défauts de la station → ok - acquittement manuel par l'opérateur → ok <p>L'opérateur de la station a montré qu'il maîtrise la gestion des alarmes de l'outil épuratoire, le système de télésurveillance a bien fonctionné. L'opérateur rappelle par ailleurs qu'une ronde est effectuée toutes les deux heures pour vérifier le bon fonctionnement de la station de traitement des eaux résiduelles.</p> <p>Photographie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - synoptique de la station d'épuration
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel. Les aires comportant des installations où un écoulement accidentel d'effluents liquides est à craindre, doivent être étanches et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci vers des capacités de rétention. Les unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, seront équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone extérieure de stockage des produits chimiques a fait l'objet d'un contrôle visuel à l'occasion de l'inspection. Il a été constaté une nette amélioration de son état général suite à d'importants travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> → entretien et nettoyage (végétation, propreté générale, rangement des contenants) ; → sécurisation (mise en place d'une cuve de 10 m³ permettant de recueillir les éventuels écoulements pour renvoi vers la station de détoxification des effluents, obturation de la sortie directe vers le bassin de confinement de l'établissement) ; → mise en place d'une armoire de stockage équipée d'une rétention. <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un plan des stockages (au moins par catégories de produits entreposés) ainsi qu'une procédure pour l'opérateur en charge de la gestion de la zone extérieure de stockage.</p> <p>La visite a également porté sur le stockage de produits chimiques dans le local ultrafiltration. Il apparaît que les conditions de stockage doivent être améliorées, comme elles l'ont été pour le stockage extérieur.</p> <p>Photographies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - armoire de stockage - abris de stockage
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> → mettre en place un plan des stockages (au moins par catégories de produits entreposés) de la zone extérieure de stockage, → mettre en place une procédure pour l'opérateur chargé de la gestion de la zone extérieure de stockage, → optimiser les conditions de stockage au niveau du local ultrafiltration.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 14.11

Thème(s) : Risques accidentels, confinement
Prescription contrôlée : Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il devra avoir en permanence une capacité d'accueil minimum de 150m ³ , Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a indiqué que les travaux d'entretien du bassin de confinement sont prévus en semaine 50. Il importe de préciser que ce bassin pourrait évoluer suite à la remise de l'étude de dimensionnement (D9A) prévue semaine 48. La finalisation des études D9 et D9A a été retardée suite au non-respect de l'échéance de remise de la mise à jour des plans des réseaux (plusieurs mois). La visite a permis de vérifier la bonne obturation en sortie du bassin de confinement. Photographie : - obturation du bassin de confinement
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé de : → justifier la réalisation des travaux d'entretien du bassin de confinement de l'établissement, → transmettre les résultats des dimensionnements des besoin en eau d'extinction et de confinement de celles-ci, → transmettre un échéancier de réalisation des travaux permettant d'assurer le volume de confinement calculé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 16.8
Thème(s) : Risques accidentels, potentiel hydraulique disponible
Prescription contrôlée : L'établissement disposera en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 60 m ³ /h pendant 2 heures sous une pression de 1 bars. Le réseau d'eau d'incendie sera maillé et sectionnable, il sera protégé contre le gel et comportera des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée.
Constats :

L'exploitant a confirmé que la mesure de débit des poteaux incendie extérieurs à l'établissement est prévue le 17 novembre 2025. Les résultats obtenus serviront au bureau d'études pour finaliser les dimensionnements (besoins en eau d'extinction et volume de confinement nécessaire).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des mesures de débit des poteaux incendie extérieurs à l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois